

L'Hôpital Marchant : une lutte symbolique pour soigner décemment

Depuis deux mois des salariés syndiqués et non syndiqués de l'hôpital psychiatrique Gérard Marchant à Toulouse ont planté la tente devant leur établissement pour revendiquer principalement la création de postes et assurer une prise en charge décente des patients. Ils veulent pourvoir soigner humainement et non faire de la contention physique ou chimique. Aujourd'hui pour toute réponse ils n'ont que le silence du directeur de l'établissement et du directeur de l'ARS (Agence Régionale de Santé), véritable préfet de sanitaire et médico-social qui a le pouvoir de négocier et de débloquer ce dossier.

En Midi Pyrénées le Tarn est appauvri avec deux hôpitaux de jour fermés au Bon Sauveur d'Albi, la menace de fermeture des urgences de Carmaux et de l'hôpital d'Albi à terme. La maternité de Decazeville va être supprimée alors que sont déjà fermées celles de Gourdon, St Céré et Figeac entre lot et aveyron. A Rodez c'est la pénurie de médecins et des délais plus importants pour obtenir un rendez-vous. La chirurgie est menacée à St Girons et Lannemezan, et il y a fusion restructuration entre Tarbes et Lourdes. Dans Le Gers quasiment tous les établissements perdent leurs lits de médecine et Auch va devenir le pôle départemental sans service de cardiologie transféré à Toulouse. L'hôpital de Moissac est menacé et un regroupement de toutes les urgences se fait sur Montauban. Quand à la Haute Garonne Il ya 1000 postes vacants d'infirmier(e)s et d'aides soignant(e)s ...

Ce problème d'effectifs, de la dégradation des soins, ne se pose pas qu'à Marchant mais sur l'ensemble du territoire. C'est la conséquence de la politique libérale du gouvernement qui considère la santé comme une marchandise et l'hôpital comme une entreprise qui doit être rentable. La dernière loi Hôpital, Patients, Santé et Territoire votée l'année dernière entraîne des fermetures de lits, de services, d'hôpitaux de proximité, des suppressions de postes qui conduisent bien sûr à une dégradation des conditions de travail des personnels et surtout à une dégradation des soins, des délais d'attente plus longs, des accès aux soins plus difficiles pour la population. La santé publique est attaquée pour faire la part belle aux cliniques privées et à leurs actionnaires. C'est la même logique qui est à l'oeuvre dans l'Education Nationale.

De nombreuses luttes pour refuser cette politique de casse de la santé publique sont menées soit par les professionnels, par la population à travers les **comités de défense des hôpitaux et maternité de proximité** avec l'appui des politiques. Mais il faudrait arriver à les coordonner, à se rassembler dans le cadre de la lutte pour la défense des services publics.

Pour présenter leur lutte de soignants spécifiques mais surtout aussi débattre des problèmes de santé publique des luttes à mener, des résistances à mettre en place, des convergences à organiser entre professionnels, population, élus politiques les salariés de Marchant vous invitent:

Ils vous présenteront leur lutte, suivi d'une intervention de **M Jean SCHEFFER** président du comité de l'hôpital d'Albi sur les restructurations en Midi Pyrénées. **Jean Marie SALA** secrétaire général fédération Sud Santé Sociaux présentera le schéma des politiques à l'oeuvre.

Un représentant de la FSU pour l'éducation nationale et **Annick COUPÉ** porte parole de l'union syndicale Solidaires, vous parleront à leur tour des politiques de mise à mort des services publics.

Enfin les partis politiques prendront aussi la parole représentés par **François SIMON** d'Europe écologie-les verts, **Jean Christophe SELLIN** pour le parti de gauche, et **Myriam MARTIN** pour le NPA

**jeudi 16 décembre
à 20heures
salle Castelbou
32 rue
Léonce Castelbou
31 000 Toulouse.**